



INFIRMIERS : RÉSULTAT DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL.

L'UFMICT (Union Fédérale des Médecins, Ingénieurs, Cadres, Techniciens) – CGT a réalisé cette enquête pour « lever le voile » sur la réalité de la profession infirmière. Un panel de plus de 3700 agents y ont participé, comprenant aussi bien d'IDE, de cadres de santé, d'IADE, d'IBODE, de PUER et d'IPA.

Une écrasante majorité des infirmiers déplore la détérioration de leurs conditions de travail.

Les résultats dressent un état des lieux inquiétant des conditions de travail des infirmiers, près de 8 sur 10 estiment que leurs conditions de travail se sont dégradées au cours des dernières années.

Parmi les répondants, 81% pointent une charge accrue et un manque de reconnaissance. Une grande majorité (80%) affichent un solde horaire annuel excédentaire. Ils sont 63% à évoquer la notion de pression hiérarchique et 90% un environnement stressant, tout comme 90% jugent leur rémunération insuffisante au regard de leurs responsabilités et de leur niveau de formation.

Les conditions de travail des infirmiers semblent affecter profondément leur engagement et leur éthique.

56% des répondants estiment que leur cadre d'exercice ne leur permet pas d'éprouver la satisfaction du travail bien fait. Ils sont plus de 80% à considérer que « les décisions prises et les pratiques vont à l'encontre de leurs valeurs professionnelles », notamment en raison des sous effectifs. 70% déclarent que leur profession affecte leur santé physique et psychologique.

Dans le même temps, au sein des cadres 82% pointent une dichotomie entre leur exercice et leurs valeurs.

L'enquête tend à confirmer la perte d'attractivité du métier, 20% des infirmiers se voient changer de profession dans les années à venir, 30% ne savent pas de quoi est fait l'avenir. Ce qui crée un climat anxiogène.

Quant à la réingénierie du diplôme, seul 1 infirmier sur 10, est au courant de ce changement alors que la refonte est prévue pour la rentrée 2026. Cette enquête révèle aussi le manque de formation professionnelle continue au cours de leur carrière. Ainsi, 87% pensent que la formation doit être avant tout professionnaliste, axée sur l'exercice de leur profession alors que la refonte ne va pas dans ce sens.

Quant à la « pratique avancée », les avis sont unanimes, tout va très vite, nous n'avons pas le recul nécessaire, ce qui interroge en termes de santé publique et de bien être pour le patient ?

Face à ce constat, la direction de l'hôpital de Vichy continue d'ignorer la loi et reste léthargique quant aux actions à mener pour améliorer les conditions de travail. Pire, alors que l'attractivité est un enjeu majeur, les pressions hiérarchiques exercées sur tout le spectre de cette profession pèsent lourdement sur la santé mentale des agents.

La CGT réclame des actions rapides co-construites avec les élus du personnel afin de sortir de l'impasse dans laquelle se retrouve notre hôpital.